

schématisation théorique qui n'est pas sans danger et sur lequel nous allons revenir. Naitre d'abord d'une difficile bataille contre la direction de la Ligue ne résoud évidemment pas tous les problèmes de l'apparition indépendante et nos camarades en sont conscients. Mais c'est aussi la raison principale pour laquelle nous insistons pour que tout processus de fusion éventuelle passe préalablement par une discussion approfondie suivie de conclusions sur le type de rapports à entretenir avec la « Gauche Révolutionnaire » (rompre avec la Ligue implique rompre avec une conception de la lutte politique semblable au jeu d'échecs, mais aussi éclaircir les relations avec le maoïsme), sur quelles seront les conditions de notre existence en tant que groupe politique, problème de publication, problème des niveaux d'intervention.

Enfin, né de la formation politique de militants au sein du groupe 66, le groupe de Marseille a eu, y compris via le Mouvement du 11 Mai une activité dominante sur pratiquement tous les domaines au sein de l'extrême-gauche dans la région. Ce groupe peut donc s'appuyer sur une réelle expérience de l'action. Mais le redémarrage du travail politique ne peut être mené à bien qu'à partir du groupe politique délimité l'été dernier principalement à l'instigation de la mino. Le résultat est-il atteint ? Y-a-t-il une pensée politique du groupe ? Nous ne le croyons pas. Bien sûr il est impossible d'y parvenir en un aussi court délai, de plus, les interventions des camarades marseillais au stage ont fait clairement ressortir qu'au niveau des discussions développées alors, il n'y avait pas d'existence propre du groupe. Deux ou trois militants influents sont seuls intervenus, les-uns pour se prononcer en gros d'accord avec les positions mino, les-autres avec la Voie. Le groupe n'est pas politiquement une troisième partie, il est fondamentalement partagé en deux tendances qui recourent la dualité Mino-Voie. Même si les choses ne sont pas aussi simples, même si les prises de positions du groupe ont été fluctuantes avec le temps dans un passé récent. A titre d'exemple, nous attendons que les camarades marseillais qui se déclarent proches de la Mino explicitent très clairement leur position présente sur le travail dans le cadre syndical.

Jusqu' alors, ils ont exprimé des appréciations en net désaccord, non seulement avec nous, mais aussi avec la mino sur ce sujet, appréciations qui se traduisent sur la pratique du travail ouvrier.

Etant donnée cette réalité du groupe, nous pensons qu'il n'est pas en mesure d'assumer le rôle de figure de proue pour l'amorce publique du processus national de fusion. De plus, en cas d'échec qui conduirait à l'existence d'organisations nationales distinctes, l'éclatement menace le regroupement marseillais.

Venons en aux discussions du stage.

Globalement, nos divergences sont d'ordre méthodologiques. Les prises de positions de la mino sont nominalistes. Une fois certains mots prononcés, les problèmes semblent résolus. Ainsi a-t-on été sans cesse confronté à des mots-clés : dictature du prolétariat stalinisme, internationalisme, affirmations manichéennes (si ce n'est pas la bourgeoisie qui est aux commandes c'est donc le prolétariat). Ces cadres nominaux admis, alors tout est permis : toute critique sur la direction maoïste par exemple. Ou bien il n'est dégagé aucune des médiations à long terme qu'exige l'accomplissement des tâches révolutionnaires : la construction du parti révolutionnaire est vue sous l'unique angle de la « lutte politique », des « batailles d'organisations ». En conséquence seule semble importer la caractérisation des problèmes politiques posés par la lutte, en restant muets sur des questions à notre avis fondamentales : niveaux de prise de conscience des masses, expression et organisation selon les différents niveaux de la conscience de classe, et leur articulation dans la lutte politique. Pour être opératoire, une prise de position doit tenir compte de tous les points d'ancrage du combat.

Sur la Chine il y a accord quant au soutien concret à la Révolution chinoise, quant à l'existence d'un processus révolutionnaire après la prise du pouvoir, quant à la possibilité de ce processus pour toutes les révolutions dans les pays à développement combiné. Mais ceci ne peut suffire pour considérer comme secondaires les divergences sur la caractérisation sur la nature de classe de l'Etat chinois. La dictature du prolétariat, la période de transition historique du capitalisme au socialisme posent des problèmes dépassant le cadre précis de la Chine. Pour nous, se situer dans la période historique et mondiale de transition du capitalisme au socialisme signifie qu'à chaque destruction des anciennes classes dominantes en un point du globe à partir de l'action violente des masses le problème de l'instauration de la dictature du prolétariat est concrètement posé ainsi que la construction ou le renforcement du mouvement révolutionnaire prolétarien international à partir de cette lutte concrète et ponctuelle. La dictature du prolétariat est le système qui permet aux masses de prendre en charge consciemment leur destinée. Il n'est pas question de se borner à juger de l'application de ce système à un moment donné c'est la tendance effective qui compte. Il ne peut pas y avoir de stabilisation à ce processus, il n'existe pas de possibilité de son accomplissement sans l'insertion dans le mouvement révolutionnaire international. C'est à partir de ces deux critères, organisation des masses et perspective internationaliste, que nous pouvons prendre position sur la nature d'un régime après la destruction des anciennes classes dominantes. Situé dans le cadre de la période de transition ou il ne peut y avoir d'automatisme dans le passage à un nouveau mode de production mais seulement action consciente des masses, nous sommes conduits à étudier chaque cas comme spécifique, en particulier l'Etat mis en place, à partir duquel peut se constituer par la bureaucratisation une nouvelle classe dominante, ce risque étant d'autant plus important que le retard dans le développement des forces productives est plus grand, en particulier, dans les pays à développement combiné. Nous pensons qu'en URSS et dans les pays de l'Est, la bureaucratie a pris le pouvoir comme classe dominante et spécifique, qu'en Chine les choses ne sont pas jouées et qu'en conséquence toute possibilité de mouvement de masse repose la question de tendre vers la dictature du prolétariat. La référence aux citations des grands marxistes-léninistes peut donner des points de repère précieux pour l'analyse, encore faut-il de plus rendre compte de la totalité des phénomènes auxquels nous sommes confrontés.

Sur les tâches et perspectives, la démarche du rapport fait à Marseille est en elle-même très parlante : primauté affirmée à l'organisation de l'avant-garde ouvrière, esquisse des structures politiques et d'intervention à la base avec lesquelles nous avons depuis longtemps marqué notre accord, mais aucune médiation envisagée entre ce niveau et celui de l'organisation politique. N'est-ce point là la tâche fondamentale de toute l'avant-garde par rapport à laquelle nous avons aussi à mener notre combat comme partie prenante, mais seulement comme partie prenante. D'ailleurs le rapport se précise quand on touche aux points qui concernent la vie quotidienne de la mino. Sur le problème du militantisme étudiant d'abord. Sont définies les tâches de l'avant-garde politique dans ce milieu et notre lutte dans ce cadre. Avec cette démarche, nous sommes d'accord sur le fond. Reste le problème de garder suffisamment de liens avec ce milieu pour pouvoir appliquer cette ligne politique. Puis, principale échéance mise en avant, dans la perspective d'un ou deux mois à venir : la participation au front de la gauche révolutionnaire. Nous ne pouvons envisager une telle question que dans ses rapports avec l'ensemble de nos objectifs. Quelle serait l'étendue du domaine d'intervention de ce front dans quels secteurs ? En secteur étudiant, certes, comme dans les initiatives centrales regroupant l'ensemble de l'extrême-gauche (ex. Secours Rouge, lutte internationale...) mais nous pensons que la priorité doit rester à l'affirmation de notre courant, que d'autres alliances doivent être considérées par exemple pour le travail d'organisation